

# Consultation publique relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1er avril 2015

---

## Contribution de la Branche Infrastructures de GDF SUEZ

### **Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un tarif identique aux PITTM de Fos et de Montoir sur le PITTM Dunkerque GNL ?**

Selon l'analyse de la Branche Infrastructures, la CRE interroge le marché sur un point sur lequel elle a déjà statué dans sa délibération du 29 janvier 2014.

La Branche Infrastructures est favorable à ce que, comme l'indique la CRE dans sa délibération de 12 juillet 2011 en conformité avec l'Arrêté du 18 février 2010 autorisant la société Dunkerque LNG à bénéficier d'une exemption à l'accès régulé des tiers pour son projet de terminal méthanier à Dunkerque, le terme tarifaire au PITTM Dunkerque soit identique à ceux des PITTM de Fos et de Montoir augmenté d'un terme fonction des résultats du test économique reposant sur la couverture du coût des ouvrages à réaliser entre le terminal et le cœur du réseau de transport sur une période de 20 ans. Ce test économique n'a pour l'heure pas fait l'objet de publication, en contradiction avec l'exigence de transparence requise au titre de l'article L.452-1 du Code de l'énergie.

Pour mémoire :

Extrait de l'Article L.452-1 du Code de l'énergie :

« Les tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel et des installations de gaz naturel liquéfié, y compris des installations fournissant des services auxiliaires et de flexibilité, les conditions commerciales d'utilisation de ces réseaux ou installations, ainsi que les tarifs des prestations annexes réalisées par les gestionnaires de réseaux ou d'installations, sont établis de manière transparente et non discriminatoire afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par ces gestionnaires, dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau ou d'installations efficace. »

Extrait de l'Arrêté du 18 février 2010 autorisant la société Dunkerque LNG à bénéficier d'une exemption à l'accès régulé des tiers pour son projet de terminal méthanier à Dunkerque (JORF n°0053 du 4 mars 2010) :

« Article 3

La société Dunkerque LNG est tenue de compenser la part du coût de raccordement du terminal méthanier au cœur du réseau de transport éventuellement non couverte par les recettes générées par le terme d'entrée sur le réseau de transport de gaz naturel de GRTgaz. Cette obligation est fondée sur les montants prévisionnels du coût de raccordement communiqués par GRTgaz en date du 24 mars 2009. »

Extrait de la délibération de la CRE du 12 juillet 2011 portant décision sur les conditions de raccordement du terminal méthanier de Dunkerque au réseau de GRTgaz et sur le développement d'une nouvelle interconnexion avec la Belgique à Veurne :

« Le terme tarifaire au PITTM Dunkerque sera défini conformément aux règles tarifaires en vigueur. Il sera péréqué avec le tarif applicable aux autres PITTM si le test économique montre que les recettes générées par les souscriptions de capacités d'entrée sur le réseau de transport à partir du terminal méthanier permettent de couvrir le coût des ouvrages à réaliser entre le terminal et le cœur du réseau de transport, sur une période de 20 ans. Si cette condition n'est pas respectée, le terme tarifaire au PITTM Dunkerque sera augmenté ou une participation sera demandée par GRTgaz à Dunkerque LNG de façon à couvrir le coût des ouvrages. »

Extrait de la délibération de la CRE du 29 janvier 2014 portant décision sur l'évolution des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel au 1er avril 2014 :

« L'application du test économique prévu pour fixer les tarifs d'entrée sur le réseau de transport depuis les terminaux méthaniers conduit à retenir le principe de péréquation tarifaire pour le PITTM Dunkerque. Ce test économique prend en compte les coûts de raccordement du terminal jusqu'au cœur du réseau de GRTgaz, soit la station de compression et d'interconnexion de Pitgam ainsi que le niveau de souscriptions de capacités au PITTM Dunkerque. Le terme tarifaire annuel appliqué au PITTM de Dunkerque sera donc égal à celui des autres PITTM. »

## **Question 2 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant la tarification du point d'interconnexion d'Alveringem ?**

Les tarifs proposés sont justifiés par un benchmark avec les tarifs de la Belgique vers la France et rebours à Taisnières H sans que soient évoqués les tarifs côté Fluxys qui permettraient de disposer du prix de l'ensemble de la chaîne.

## **Question 3 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire un mécanisme plus souple de souscription de capacités aux PITTM ?**

La Branche Infrastructures n'est pas opposée à l'introduction d'un mécanisme plus souple de souscription de capacité. Toutefois l'évolution du mécanisme de souscription de capacités aux PITTM ne préjuge en rien l'évolution des offres des terminaux. En particulier, le ratio coût/bénéfices de l'adaptation des SI sur les terminaux de Elengy devra être pris en considération pour éviter tout investissement inconsidéré (par exemple dans le cas de l'adaptation à une offre sur N jours non multiples de 10).

## **Question 4 : Êtes-vous favorable à la méthode proposée par la CRE pour fixer les tarifs aux PITS de GRTgaz et de TIGF ?**

Non car la CRE applique des méthodes différentes selon les cas. Ainsi, le principe de l'évolution des coûts d'accès au stockage à revenu constant est invoqué lorsqu'il s'agit de modifier les coûts affectant les clients de Storengy ; parallèlement une baisse maximum du revenu est retenue, par recours au facteur multiplicateur le plus bas de l'étude confiée par la CRE au cabinet Pöyry, lorsqu'il s'agit des coûts affectant les clients de TIGF.

## **Question 5 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE, qui consiste à ajouter les recettes des enchères de capacités mensuelles et quotidiennes et les écarts entre redistribution et montant perçu par les GRT aux montants à reverser sur l'année suivante ?**

**Pas d'observations.**

**Question 6 :** Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de reconduire, à partir du 1er octobre 2015, les modalités de redistribution pour les capacités annuelles et trimestrielles définies dans sa délibération du 18 juin 2014 et de les étendre au rebours au PIR Jura ?

**Oui par souci de stabilité et de visibilité des tarifs.**

**Question 7 :** Etes-vous favorable à la proposition de la CRE, de fixer le tarif de ces capacités intra-journalières au niveau du tarif des capacités journalières rapporté au nombre d'heures restantes de la journée gazière ?

La Branche Infrastructures considère que le tarif des capacités intra-journalières devrait être supérieur au tarif des capacités journalières calculé au prorata du nombre d'heures restantes de la journée gazière de façon à inciter les expéditeurs à renommer au plus tôt. L'instauration d'un prorata au nombre d'heures restantes comme le propose la CRE donne au contraire une prime à la renomination tardive.

**Question 8 :** Etes-vous favorable aux propositions de l'UNIDEN concernant les industriels gazo-intensifs ?

**Pas d'observations à ce stade.**

**Question 9 :** Etes-vous favorable à une mesure visant à étendre l'offre IAPC aux expéditeurs du sud de la France réservant plus de 10 GWh/j en contrepartie d'une interruptibilité liée à la disponibilité de la liaison Nord-Sud ?

**Pas d'observation.**

**Question 10 :** Etes-vous favorable à la modification de la référence (M+1 au lieu de J+1) servant au calcul des indicateurs portant sur les prévisions et les mesures des clients raccordés au réseau de transport, pour le périmètre de GRTgaz et TIGF ?

**Pas d'observation.**

**Question 11 :** Considérez-vous que la qualité des quantités télérelevées aux points de livraison des consommateurs raccordés au réseau de transport et transmises aux expéditeurs le lendemain est satisfaisante chez GRTgaz ? Chez TIGF ? Etes-vous favorable à la modification de l'indicateur correspondant proposée par GRTgaz ?

La Branche Infrastructures est favorable à la modification de l'indicateur proposée par GRTgaz.

**Question 12 :** Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre la mise à jour régulière des cinq informations les plus importantes publiées sur SMART GRTgaz et Datagas soit créé ? Si oui, quelles informations devraient être suivies ?

**Pas d'observation.**

**Question 13 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre les délais de publication des avis de réalisation et d'équilibrage soit mis en place ?**

Pas d'observation.

**Question 14 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une incitation financière sur la disponibilité des capacités fermes et interruptibles à la liaison Nord-Sud ?**

La Branche Infrastructures n'est pas favorable à l'incitation sur la disponibilité de capacités interruptibles dans la mesure où GRTgaz n'a pas les leviers déterminants pour générer ces capacités interruptibles.

Par ailleurs, regrouper l'incitation financière sur la disponibilité des capacités fermes et celle sur la disponibilité des capacités interruptibles représente pour GRTgaz un risque de ne pas recouvrer les coûts, essentiellement de compression, effectivement mis en œuvre pour générer des capacités fermes via le changement de répartition des flux entre Cruzy et Castillon et via le JTS. Dans sa réponse à la consultation du 18 juillet 2014 concernant les mesures transitoires, la Branche Infrastructures avait demandé que GRTgaz soit incité financièrement à développer les capacités supplémentaires, c'est-à-dire au-delà de la couverture totale de ses coûts.

**Question 15 : Etes-vous favorable à la création d'un indicateur permettant de suivre la qualité des interventions des GRT sur les marchés au titre de l'équilibrage ?**

Comme déjà répondu en question 5 de la Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 13 octobre 2014 relative à l'évolution des règles d'équilibrage sur les réseaux de transport de gaz aux 1er avril et 1er octobre 2015, la Branche Infrastructures est opposée à l'idée de créer une incitation financière ayant pour but d'inciter les GRT à intervenir à des prix aussi proches que possible du prix moyen du marché puisque cela risquerait de les distraire de leur objectif premier qui est d'assurer l'équilibrage du réseau.

**Question 16 : Avez-vous d'autres remarques ?**

Non.